

Lettre ouverte du Collectif 14 Palestine à François Hollande, Président de la République

Monsieur Le Président de la République
Palais de l'Elysée
55 rue du Faubourg St Honoré
75008 PARIS

Caen le 12 juillet 2014

Monsieur le Président de la République,

Au prétexte de l'assassinat de trois jeunes colons, assassinat que nous condamnons, Benjamin Netanyahu s'est lancé dans une opération de punition collective à grande échelle contre les Palestiniens, tués, blessés, expulsés et emprisonnés en nombre, genre dans lequel l'armée israélienne excelle depuis longtemps.

Ces événements ont aussi entraîné des manifestations extrémistes et racistes à Jérusalem et ailleurs, notamment à Saint Jean d'Acre. Un jeune Palestinien a été assassiné de façon horrible pendant ces débordements haineux et violents.

Voici ce que disait Monsieur Manuel VALLS, votre actuel Premier ministre, le 20 novembre 2002, au meeting de la Mutualité pour la suspension de l'accord d'Association Union Européenne-Israël :

« Les Palestiniens vivent cette situation qui est révoltante avec, notamment, (...) la répression terrible et son cortège de morts, (...) la poursuite de la colonisation qui viole le droit international et qui effectivement ne s'est jamais arrêtée, le chômage, la misère sociale et sanitaire que vivent les Palestiniens. On veut détruire les infrastructures, la mémoire, le futur de ce peuple. Cela est inacceptable et nécessite la mobilisation de toute la communauté internationale. (...) »

Oui, la cause de la Palestine est la cause du droit, de la justice, du droit des Palestiniens à disposer d'un Etat et à vivre en paix. Il faut qu'Israël respecte les résolutions de l'ONU. Pour cela le rapport des forces est indispensable et donc il faut amener les parlements et les gouvernements à suspendre l'accord d'Association Union Européenne-Israël, ce qui aurait effectivement un écho énorme en Israël et en Palestine. »

Malheureusement, douze ans se sont écoulés et, amère constat, la situation n'a fait qu'empirer pour le peuple palestinien :

- la bande de Gaza mise sous un blocus inhumain depuis 2006 et qui a subi les terribles agressions de l'armée israélienne en 2008-2009 et en 2012, avec en plus des raids presque quotidiens touchant les civils, femmes, enfants et vieillards ;
- des milliers de prisonniers politiques, dont de nombreux élus, dans les geôles d'Israël ; des centaines en détention administrative, c'est-à-dire sans inculpation ni jugement, cela au mépris des conventions internationales ;
- la construction de colonies en Cisjordanie a augmenté de 123 % en 2013 par rapport à 2012. Pendant les neuf mois du cycle de négociations sous la houlette de Washington, Israël a approuvé la construction de 13 851 nouveaux logements dans les territoires palestiniens occupés, ce qui traduit une accélération « sans précédent », selon les chiffres de l'ONG israélienne Shalom Archav (« La Paix maintenant ») ;
- des destructions de maisons par centaines ;

- l'arrachage d'oliviers et autres arbres fruitiers par milliers ;
- des réfugiés dont le nombre s'élève à sept millions, soit plus de la moitié des Palestiniens dont certains, comme en Syrie actuellement, mourant de faim et condamnés à un nouvel exil ;
- les Palestiniens d'Israël (1.5 millions, soit environ 20 % de la population de cet Etat) toujours victimes de nombreuses discriminations par rapport aux autres Israéliens.

Des dizaines de rapports émanant de diplomates, de parlementaires, de chargés de missions de l'ONU, de diverses ONG faisant état de la situation sont envoyés depuis des années dans les chancelleries.

Vous savez très bien Monsieur le Président que les soi-disant négociations du processus de paix font le jeu d'Israël qui pendant ce temps poursuit l'annexion des Territoires palestiniens occupés et conduit inexorablement à empêcher la construction d'un Etat Palestinien viable et souverain.

Le 20 décembre 2012, vous avez dénoncé à Alger le système colonial « *profondément injuste et brutal* » ; le 15 octobre 2013 à Soweto en Afrique du Sud à propos de l'Apartheid vous avez déclaré « *c'est émouvant de venir ici, à Soweto, Soweto où, il y a quarante ans, les gens mourraient pour leur liberté, pour leur dignité* ». Vos propos s'appliquent à ce que vivent les Palestiniens depuis des décennies.

Il ne peut pas y avoir d'arrangement avec un gouvernement qui dénie les droits de tout un peuple et, pire encore, se livre régulièrement à des crimes de guerre. Il n'y a aucune excuse à la politique israélienne, il n'y a aucune excuse à votre politique qui se refuse à mettre en place des sanctions efficaces pour contraindre cet Etat au respect du droit.

La partialité et le manque de courage des acteurs internationaux, dont la France, face aux événements présents est inacceptable.

Ce que nous attendons de vous, Monsieur le Président c'est que vous agissiez

Pour l'arrêt immédiat des bombardements sur Gaza

Pour l'arrêt de la répression israélienne en Cisjordanie et la libération des prisonniers politiques

Pour la levée du blocus, illégal et criminel, de Gaza

Pour des sanctions immédiates contre Israël jusqu'au respect du droit international

Pour le soutien au peuple et au gouvernement d'entente nationale palestiniens

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre haute considération.

Au nom du Collectif 14 de solidarité avec le Peuple palestinien, 51 Quai de juillet 14000 Caen